

Baromètre de la confiance politique - vague 7



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Une France trop résiliente ? Martial Foucault

La vague 7 du Baromètre de la confiance politique poursuit l'examen du rapport des Français à la politique sous plusieurs dimensions. Premier enseignement majeur, le contexte de menaces terroristes n'a pas enrayé la dégradation du niveau de confiance de la société française. Deuxième enseignement, la séquence des attentats de janvier et novembre 2015 a certes rétabli furtivement un sentiment de solidarité nationale, d'union nationale et de réaction collective mais très vite la forte défiance des Français vis-à-vis de leurs représentants politiques s'est installée comme une forme de normalité, un retour au temps ordinaire. La France ne traverserait-t-elle pas une crise de résilience ?

Entre lassitude et résilience

Entre décembre 2014 et décembre 2015, l'état d'esprit général se caractérise toujours par des traits négatifs tels que la lassitude (31%), la morosité (29%) et la méfiance (28%). Si la lassitude est le premier trait d'humeur énoncé par les Français, elle s'accompagne pour seulement 6% d'entre eux d'un sentiment partagé de morosité et de méfiance.

Il n'y a donc pas de climat anxiogène généralisé. Mais certaines catégories socio-politiques sont plus exposées que d'autres. Par exemple, le degré de lassitude est plus fort chez les femmes (36%), les salariés du secteur public (35%) et les partisans de droite (35%).

Quelle interprétation donner à la lassitude des Français ? Plus douce que l'exaspération, la lassitude traduit un état latent d'un peuple proche du découragement face à l'inertie des structures sociales et politiques, à l'impossibilité d'imaginer un lendemain meilleur, en particulier pour les personnes fragilisées par la situation de l'emploi (36% chez les chômeurs, 37% chez les personnes en situation d'emploi partiel, intérim...).

| | Décembre 2013 (lassitude moyenne : 31%) | Décembre 2015 (lassitude moyenne : 31%) |
|----------------|--|--|
| Hommes | 28 | 26 |
| Femmes | 34 | 36 |
| CSP + | 33 | 32 |
| CSP - | 31 | 31 |
| Secteur public | 34 | 35 |
| Secteur privé | 34 | 29 |
| Gauche | 29 | 25 |
| Droite | 31 | 35 |

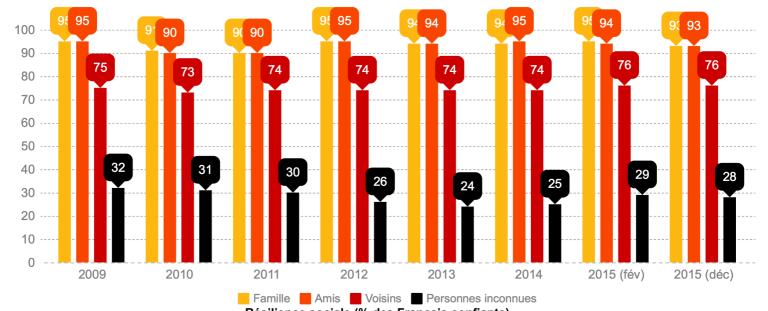
Lecture: Le niveau de lassitude moyen chez les hommes est de 28% en 2013, 26% en 2015.

Qu'est-ce qu'une société résiliente ?

Emprunté aux sciences de l'environnement dans les années 1970 et aux sciences psychologiques dans les années 1980, le concept de résilience désigne la capacité d'un système à absorber des changements ou des chocs exogènes sans entraîner de transformations radicales. Par analogie, une société résiliente se caractérise par la capacité de ses membres (via des interactions individuelles) et de ses institutions à contenir des changements sans mettre en péril son fonctionnement structurel (Hall & Lamont, 2013). Les attentats de 2015 interrogent la capacité de la société française, pensée ici comme un système complexe, à réagir à un choc négatif et maintenir une cohésion fonctionnelle lui permettant d'éviter son délitement interne. Il existe donc plusieurs degrés de résilience d'une société allant du statu quo (forte résilience) au chaos (résilience nulle). Par sa dimension temporelle, l'enquête du CEVIPOF offre une mesure intéressante du niveau de résilience de la société française autour de deux axes : la résilience sociale et la résilience politique.

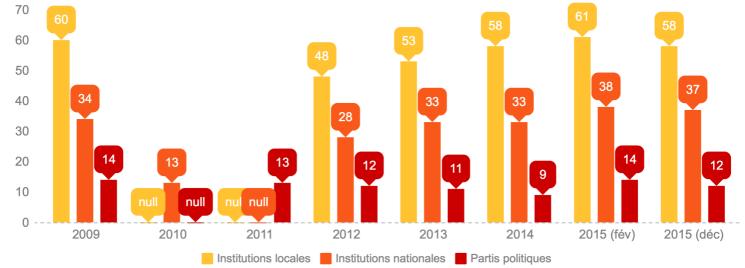
Bien qu'imparfait car incomplet, le niveau de confiance interpersonnelle entre les membres de la société française dans des cercles familiaux, amicaux ou de voisinage reste très stable depuis 2009. En ce sens, la France est traversée par une très forte résilience sociale face aux évènements extérieurs. Évidemment, comme l'indique le graphique ci-dessous, cette stabilité ne peut garantir à elle seule la qualité du système d'interactions sociales et encore moins une confiance généralisée. La confiance interpersonnelle reste très élevée (93% pour la famille, 93 % pour les personnes de son entourage et 76 % pour les voisins). En revanche, seuls 28% des Français considèrent que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ».

La menace terroriste représentée par le groupe Daesh sur le sol français n'a pas réellement affecté le niveau de confiance sociale ni même amélioré la forte défiance à l'égard des représentants politiques nationaux. La figure ci-dessous confirme là encore une forte résilience politique, à savoir un niveau inchangé de confiance vers les institutions politiques locales et une défiance vers les institutions nationales et organisations politiques. En moyenne, les Français accordent en 2015 une confiance à hauteur de 58% auprès des institutions locales (conseils municipal, départemental ou régional) contre 37% pour les institutions nationales (Assemblée nationale, Sénat, exécutif). L'absence d'évolution confirme ce que nous observions par le passé : une confiance vers la France d'en bas opposée à une défiance de la France d'en haut. Le clivage entre liens de proximité et distance vis-à-vis des élites reste solide et imperméable aux attentats.



Résilience sociale (% des Français confiants)

Note : La résilience sociale est mesurée par un indice synthétique moyen des formes de confiance interpersonnelle.



Résilience politique (% des Français confiants)

Note : La résilience politique est une moyenne calculée à partir de la confiance politique dans les institutions locales (conseils municipal, départemental et régional), nationales (Sénat, Assemblée nationale, gouvernement, institution présidentielle) et partis politiques.

Une France par trop résiliente

Si les systèmes résilients garantissent le bon fonctionnement d'une société, ils ne préjugent pas de la qualité du fonctionnement de la démocratie. La forte stabilité du rapport des Français à leur environnement social et politique, telle qu'observée dans cette vague d'enquête, interroge sur les conséquences d'une trop forte résilience.

En effet, la France est confrontée à un paradoxe latent en ce sens qu'elle combine à la fois les effets positifs de sa résilience (fondamentaux sûrs) pour absorber jusqu'à présent les chocs des attentats terroristes mais aussi les effets négatifs de sa résilience réduisant sa capacité à dépasser certains conservatismes qui sont souvent sources d'inertie de l'action publique et d'approfondissement de plusieurs fractures sociétales (éducation, santé, logement,...). D'une certaine manière, le retour à la normalité articulée autour d'une société de défiance politique laisse aujourd'hui place à des aspirations anti-démocratiques. Ainsi, depuis 2014, un nombre croissant de Français (de 12 à 17% aujourd'hui) est-il favorable à ce que l'armée dirige le pays ou encore qu'un homme fort, qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections, gouverne le pays.

Certes, le contexte sécuritaire exceptionnel peut expliquer l'existence de seuils très élevés d'une forme autocratique de gouvernement. Mais ce résultat souligne avant tout une profonde fatigue citoyenne dont la résilience agit davantage comme un rempart à l'expression de formes non démocratiques plutôt qu'un terrain fertile à un sursaut de confiance. La période préprésidentielle qui s'ouvre ces prochains mois peut être favorable à un tel sursaut si l'offre politique parvient à se saisir des dérélictions de la société française.

Pour aller plus loin

Peter A. Hall & Michèle Lamont, « Why Social Relations Matter for Politics and Successful Societies », Annual Review of Political Science, 16, 2013.

Pierre Rosanvallon, "La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance", Seuil, Paris, 2006.

